

Enquête publique préalable au permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site Vaugirard au 222-224 rue de la Croix-Nivert dans le 15^{ème} arrondissement de Paris.

Les membres de la Commission d'Enquête se sont réunis avec la RATP au siège de celle-ci le 14 septembre 2015 pour faire le point sur le Dossier d'Enquête Publique et sur les actions à mener pour le bon déroulement de celle-ci.

Procès-Verbal de réunion du 14 septembre 2015

Etaient présents :

- Commission d'Enquête : MM.BERTRAND, BURLAUD, FOUGERON, WELLHOFF
- RATP : Mmes ANIORTE, DUPLAIN, CHADEL AMANOU et M.LAMONTRE
- SEDP : M.GOUACHE, Mme LAURENCE
- Préfecture DRIEA : Mme MAMOUX en observatrice

Documents :

Sont remis à la Commission d'Enquête : par La Préfecture de Paris, un exemplaire de l'affiche jaune de l'avis d'Enquête Publique en grand format, par la RATP, plusieurs exemplaires de la lettre d'information destinée à être distribuée dans les boîtes aux lettres (7500 ex) et mise à disposition à l'accueil en Mairie (500 ex). Les 7500 seront distribués le 17 septembre dans un périmètre (rue Desnouettes/rue St Lambert/Rue Lecourbe/rue Duranton/Avenue Félix Faure/villa Thoreton/rue Lecourbe/rue Vasco de Gama/rue du hameau/rue Auguste Chabrières/rue de la Croix Nivert) voir plan de la zone de diffusion adressé par la RATP le jour même de la réunion. Voir la lettre d'information diffusée ce jour après la réunion : 4 pages couleur papier glacé en format A4.

Dossier d'Enquête Publique

Différents commentaires sont faits par les membres de la Commission d'Enquête sur le contenu du Dossier d'Enquête Publique (DEP), notamment l'absence de mise en valeur des réponses apportées par la RATP aux demandes des riverains et de l'Autorité Environnementale. On risque de retrouver toujours les mêmes critiques de la part du public. La RATP souligne que beaucoup de ses efforts vis-à-vis des voisins se trouvent dans les échanges en cours et non dans le DEP. Voir paragraphe ci-dessous.

La Commission d'Enquête rappelle que l'EP porte sur toute l'opération d'Aménagement, donc sur le long terme aussi et que les interrogations et demandes du public sont prises en considération, même si elles ne sont pas directement à caractère environnemental. Même si on peut renvoyer une question ou une demande à l'instruction future du Permis de Construire, le débat public actuel est la seule occasion pour le public de s'exprimer sur le projet.

Actions de publicité et d'information et contrôle de ces actions

Voir CR de la réunion en Mairie du 11 septembre. L'affichage Publilegal sur place a été effectué. La RATP doit modifier son site d'information en ligne pour orienter les questions vers l'Enquête Publique en Mairie et la consultation du site de la Préfecture.

La CE demande à la RATP de s'assurer de la prestation de Publilegal (contrôle de l'affichage sur le site).

Les Commissaires Enquêteurs contrôleront le bon fonctionnement du site de la Préfecture.

Organisation pratique de l'information, de la communication à la Commission de tout avis, question ou demande en provenance du public ou des personnes publiques associées. Panneaux A0, lettre d'information...

La CE rappelle l'importance qu'il y a dès le 21 septembre et jusqu'au 22 octobre inclus à lui faire part de tout échange et à lui communiquer tout document concernant les relations avec le public, les PPA et tous organismes liés ou non au projet.

Des panneaux d'information seront placés dans le hall de la mairie (le texte a été approuvé en aout). Lettre d'information : voir ci-dessus, elle sera mise à disposition sur un présentoir à l'accueil et en salle de permanence, ainsi que dans la salle de consultation hors des permanences.

Le Service des Affaires Générales de la mairie assure une surveillance du registre et effectue tous les jours des photocopies et chaque semaine une numérisation des inscriptions portées. Ce fichier numérique nous sera envoyé chaque semaine.

Une réunion entre RATP et la Commission d'Enquête aura lieu le 2 octobre à 9 heures pour examiner les premiers avis du public et entendre les premières réponses de la RATP.

Préparation de l'équipe RATP à répondre aux demandes et questions des précédents (public) et de la Commission pendant l'enquête et au moment du rapport de synthèse

La CE informera la RATP au fur et à mesure des sujets demandant des réponses travaillées de façon à ne pas être pris de court au moment du PV de synthèse (dans les 8 jours après la clôture soit fin octobre) et pour essayer de réduire le délai de réponse (15jours maximum) qui risquerait de retarder la remise du rapport final.

La CE pense que les sujets incontournables seront : la position de la crèche par rapport à la voie nouvelle et l'entrée du site, le manque de détail sur le Multi-Accueil, l'aspect « massif » des bâtiments, la réduction de l'ensoleillement, l'absence d'espace vert au sol.

La RATP apporte des réponses en séance, notamment l'engagement de la charte de qualité environnementale, la faiblesse du trafic des camions par l'entrée de la voie nouvelle (hors trafic chantier), la possibilité de modifier de façon très limiter certains ouvrages (dalle AME)

Déroulé de la réunion publique, organisation de la présentation de la réunion publique

L'ordre du jour sera mis au point par échange de courriels.

Il n'y aura ni enregistrement ni sténographie (proposition RATP) du fait des contraintes règlementaires que cela pose.

Présentation et synthèse des échanges avec les riverains

309-313 rue Lecourbe

299 rue Lecourbe

202-207 rue de la Croix-Nivert

283-295 rue Lecourbe

Une note de suivi des échanges est demandée par la CE, elle sera reçue le 22 septembre.

Une question se pose : les échanges dans le cadre de la concertation et les éventuels aménagements du projet par la RATP au bénéfice de certains riverains ne seront pas tranchés pendant la durée de l'Enquête Publique. Le rapport d'enquête ne pourra donc pas les considérer comme acquis.

Calendrier et actions après l'enquête publique

La Commission d'Enquête confirme ce qui est prévu réglementairement et précisé dans l'Arrêté préfectoral d'ouverture de l'Enquête.

Prochaine réunion : 2 octobre à 9 heures Maison de la RATP

Les membres de la Commission d'Enquête se sont réunis avec la RATP au siège de celle-ci le 2 octobre 2015 pour faire le point sur les premières observations du public et préparer la réunion du 6 octobre 2015

Procès-Verbal de réunion du 2 octobre 2015

Etaient présents :

- Commission d'Enquête : MM.BERTRAND, BURLAUD
- RATP : Mmes ANIORTE, DUPLAIN, CHADEL AMANOU
- SEDP : M.GOUACHE, Mme LAURENCE
- Préfecture DRIEA : Mme MAMOUX en observatrice

Documents : La RATP communique le Powerpoint prévu pour le 6, qui est commenté et fera l'objet de plusieurs corrections

Discussion :

Les sujets soulevés sont : la position de la crèche par rapport à la voie nouvelle et l'entrée du site, le manque de détail sur le Multi-Accueil, l'aspect « massif » des bâtiments, la réduction de l'ensoleillement, l'absence d'espace vert au sol et la surcharge pour les équipements publics du quartier que représentera l'arrivée d'une population nouvelle importante.

La RATP apporte des réponses en séance, notamment l'engagement de la charte de qualité environnementale, la faiblesse du trafic par l'entrée de la voie nouvelle (hors trafic chantier), la possibilité de modifier de façon très limitée certains ouvrages (dalle AME).

Ensoleillement : La RATP pourra poursuivre ces études dans certains cas, mais ne veut pas voir ceci se généraliser à tous les voisins. La présentation des « héliodons » pourra être améliorée en utilisant la couleur. Certaines copropriétés sont gagnantes par rapport à l'aspect actuel du mur qu'elles ont en vis-à-vis. La RATP n'envisage pas de poursuivre le découpage volumétrique des façades. L'ouverture en RDC de l'AME sera fermée par endroit pas des locaux techniques. La voie pompier sera très peu fréquentée, elle offre un dégagement visuel important.

Crèche : Le reproche du public est que la voie nouvelle ne présente aucune utilité et que la desserte des bâtiments A et B pourrait se faire par une impasse. Selon certains parents la RATP n'a pas à dégrader la situation des enfants pour satisfaire ses propres intérêts. La RATP indique que les services de la mairie de Paris tardent à intervenir sur la définition du Multi-accueil.

Accroissements des besoins en services publics : La RATP conseille que le public répercute ses réclamations auprès du STIF pour les bus et de la Mairie de Paris

Espaces vert : La RATP argumente sur la nature industrielle du projet et le besoin prioritaire de surface au sol pour travailler sur et autour des voies ferrées. Des visiteurs ne sont pas convaincus et demandent qu'un effort soit fait pour un jardin public d'une surface suffisante en contrepartie des avantages de l'opération pour la RATP.

Jardin du clos Feuquières : la Commission vérifiera le statut juridique de cet espace vert au voisinage du projet mais non directement impacté.

La Commission d'Enquête incite la RATP à travailler sur la formalisation de ses réponses en vue de la Réunion Publique (en particulier par les projections prévues) et aussi pour les réponses à donner à la Commission après la clôture de l'enquête

Déroulé de la réunion publique, organisation de la présentation de la réunion publique

Présentation et synthèse des échanges avec les riverains

309-313 rue Lecourbe

299 rue Lecourbe

202-204 rue de la Croix-Nivert

283-295 rue Lecourbe

Services de la petite enfance

Une note de suivi des échanges mise à jour a été reçue le 22 septembre.

Une question se pose : les échanges dans le cadre de la concertation et les éventuels aménagements du projet par la RATP au bénéfice de certains riverains ne seront pas tranchés pendant la durée de l'Enquête Publique. Le rapport d'enquête ne pourra donc pas les considérer comme acquis, il s'en suivra probablement des recommandations.

Pour la Commission d'Enquête

F.BERTRAND